

Direction des ressources humaines

Règlement de consultation (R.C.)

MAPA 25-01

- **Acheteur:**

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

| |
|---|
| Objet de la consultation : Organisation de prestations de formation relatives à la Relation Usager pour les agents de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) (France métropolitaine, Corse et DOM) |
| |
| Date limite de remise des plis : 16 MAI 2025 à 12h00 |
| |
| Date limite pour poser des questions : 10 MAI 2025 |

Sommaire

| | | |
|-------------|---|------------------------------------|
| Article 1. | Identification de l'acheteur | 3 |
| Article 2. | Objet de la consultation | 3 |
| Article 3. | Procédure | 3 |
| Article 4. | Objet du présent règlement de la consultation | 4 |
| Article 5. | Dispositions générales..... | 4 |
| 5.1 | Allotissement et valeurs estimées du besoin | 4 |
| 5.2 | Modalités d'exécution du marché | 5 |
| 5.3 | Durée | 5 |
| 5.4 | Variantes | 5 |
| 5.5 | Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)..... | Erreur ! Signet non défini. |
| 5.6 | Date d'établissement, type et forme des prix..... | 5 |
| 5.7 | Modalités de financement..... | 5 |
| 5.8 | CCAG applicable..... | 5 |
| Article 6. | Forme juridique de l'attributaire | 5 |
| Article 7. | Sous-traitance | 6 |
| 7.1 | Obligations du candidat | 6 |
| 7.2 | Obligations du sous-traitant | 6 |
| Article 8. | Prévention des conflits d'intérêt | 6 |
| Article 9. | Modalités d'établissement des offres | 6 |
| 9.1 | Date limite de réception des offres | 6 |
| 9.2 | Délai de validité des offres | 7 |
| 9.3 | Contenu du dossier de consultation | 7 |
| 9.4 | Gestion des questions/réponses en cours de consultation | 7 |
| 9.5 | Modifications de détails au dossier de consultation | 7 |
| 9.6 | Retrait du dossier de consultation (DC) | 8 |
| 9.7 | Remise des plis | 8 |
| Article 10. | Recevabilité des offres | 8 |
| Article 11. | Contenu des plis | 8 |
| 11.1 | Documents demandés à l'appui des candidatures | 8 |
| 11.2 | Éléments exigés au titre de l'offre | 10 |
| Article 12. | Agrément des candidatures et examen des offres | 10 |
| Article 13. | Jugement des offres | 11 |
| Article 14. | Négociation | 13 |
| Article 15. | Attribution du marché/des marchés | 14 |
| Article 16. | Clauses complémentaires..... | 14 |

Article 1. Identification de l'acheteur

ASP – Agence de services et de paiement
2 rue du Maupas
87040 Limoges cedex 1
Téléphone : 05 55 12 00 00
Télécopie : 05 55 12 05 48
Contact électronique : appui-mp@asp-public.fr

Article 2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'organisation de formations relatives à la relation usager pour les agents de l'Agence de Services et de Paiement en France métropolitaine, Corse et Outre-mer.

Le marché consiste en un accord-cadre mono attributaire non alloti qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Il comporte les prestations suivantes : 7 modules constituant un parcours de formation :

- Module 1 : Les fondamentaux de la relation usager
- Module 2 : Gérer efficacement l'assistance téléphonique
- Module 3 : Gestion des appels difficiles
- Module 4 : La réalisation des écoutes – Formation initiale écoutant
- Module 5 : La réalisation des écoutes – Débriefing efficacement
- Module 6 : Communiquer efficacement par mail
- Module 7 : Synthétiser et historiser un appel téléphonique

Les prestations attendues, objets de la présente consultation, sont précisées dans les pièces constitutives du présent Dossier de Consultation et notamment son CCP.

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) :

- 79632000-3 services de formation de personnel
- 80500000-9 services de formation
- 80500000-8 services de formation professionnelle

Article 3. Procédure

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est la procédure adaptée telle que décrite à l'article R2123-1 3° du code susvisé (formation).

L'ASP se réserve le droit de recourir à des prestations similaires selon les dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

Le présent marché peut faire l'objet de reconductions, en application de l'article R 2112-4 du code de la commande publique.

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2 à 4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin d'intégrer des services supplémentaires devenus nécessaires et que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

L'ASP se réserve la possibilité de mettre en œuvre, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, la clause de réexamen définie au CCP de la présente consultation.

Article 4. Objet du présent règlement de la consultation

Le présent document définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des candidatures et des offres ;
- les documents et renseignements à fournir pour juger de la conformité des candidatures et des offres ;
- les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

Le candidat consulté ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, en particulier pour la remise de son offre.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement et des documents qui l'accompagnent. Seule la langue française peut être utilisée. Par conséquent, tous les documents doivent être rédigés en langue française.

Le déroulement de la procédure est le suivant :

- remise des candidatures et des offres par les candidats ;
- analyse des candidatures et des offres ;
- négociation, le cas échéant ;
- classement des offres par l'administration, conformément à l'article dédié du présent règlement de consultation ;
- attribution du marché.

Article 5. Dispositions générales

5.1 Allotissement et valeurs estimées du besoin

La présente consultation est composée d'un lot unique, conformément à l'article R2113-1 du code de la commande publique.

Par dérogation aux dispositions de l'article L2113-11 du code de la commande publique, il n'est pas prévu de décomposition en lots (marché unique). En effet, il est nécessaire que le titulaire anime l'ensemble des formations prévues pour assurer une continuité dans la pédagogie et le suivi des outils. L'enchaînement des formations nécessite un suivi que seul un organisme unique peut effectuer.

| N° module | Intitulé du module | Nombre prévisionnel de sessions sur 2 ans | Nombre prévisionnel de sessions sur 4 ans |
|-----------|--|---|---|
| 1 | Les fondamentaux de la relation usager | 8 | 16 |
| 2 | Gérer efficacement l'assistance téléphonique | 8 | 16 |
| 3 | Gestion des appels difficiles | 8 | 16 |
| 4 | La réalisation des écoutes – Formation initiale écoutant | 6 | 12 |
| 5 | La réalisation des écoutes – Débriefing efficace | 8 | 16 |
| 6 | Communiquer efficacement par mail | 6 | 12 |
| 7 | Synthétiser et historiser un appel téléphonique | 8 | 16 |

5.2 Modalités d'exécution du marché

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R2162-4, il s'exécute dans les limites d'un montant minimum et maximum définis en montants dans l'acte d'engagement.

5.3 Durée

La durée et les modalités de reconduction des marchés sont précisées dans l'acte d'engagement.

5.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

5.5 Date d'établissement, type et forme des prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis à l'article 8 du CCP.
Le marché est exprimé en euros.

5.6 Modalités de financement

Ce marché est financé sur le budget de l'Etablissement.

5.7 CCAG applicable

Le CCAG applicable est le CCAG FCS du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.

Article 6. Forme juridique de l'attributaire

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément à l'article R 2142-22 alinéa 1 du code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

En application des dispositions de l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Le fait qu'un opérateur ait présenté une candidature individuelle et comme membre d'un groupement implique de regarder ces candidatures comme irrégulières au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique.

En revanche, un candidat peut se présenter à la fois en tant que candidat individuel ou membre d'un groupement et en tant que sous-traitant.

L'un des opérateurs économiques, membre du groupement, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonnera les prestations des membres du groupement (mandataire du groupement).

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire de la réalisation des obligations contractuelles de chacun des membres du groupement pour l'exécution du marché.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques ou financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché (article R 2143-12 du code de la commande publique).

L'ASP se réserve la possibilité de vérifier les références fournies en contactant les personnes indiquées.

Article 7. Sous-traitance

7.1 Obligations du candidat

Conformément aux dispositions de l'article L 2193-5 et R 2193-1 du code de la commande publique, dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer, soit en complétant le formulaire officiel DC4 (déclaration de sous-traitance accessible via ce lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), soit en fournissant les renseignements suivants :

- la nature et l'importance des prestations qui seraient sous-traitées,
- le nom, la raison sociale, le n° SIRET (ou équivalent, pour les sociétés étrangères) et l'adresse du sous-traitant,
- le lieu d'exécution des prestations sous-traitées,
- le montant des prestations sous-traitées en euros hors taxes et les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance,
- dans le cas d'un paiement direct, la domiciliation bancaire du sous-traitant,
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

7.2 Obligations du sous-traitant

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue à l'article R 2193-1 5° du code de la commande publique (soit en signant le formulaire DC4 précité, rubrique k, soit en fournissant par l'intermédiaire du candidat, une déclaration sur l'honneur signée).

Article 8. Prévention des conflits d'intérêt

Il est précisé, concernant la composition de l'équipe, que l'administration se réserve le droit d'interroger le titulaire afin de pouvoir établir, de façon contradictoire, qu'aucun conflit d'intérêt ou manque d'indépendance ne pourrait intervenir avec d'autres opérateurs économiques susceptibles de répondre à des dossiers ayant un lien avec les missions du titulaire dans le cadre du présent marché.

Article 9. Modalités d'établissement des offres

9.1 Date limite de réception des offres

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées en page de garde du présent règlement de consultation.

Dans le cas de dépôts multiples faits par un même soumissionnaire, conformément à la réglementation en vigueur, dans un premier temps, seule la dernière offre reçue est ouverte. Ensuite, s'il est constaté que cet ultime envoi ne comporte qu'une partie des documents exigés, le pli

précédent sera également ouvert. Au final, si les “transmissions” initiale et complémentaire(s) reçues dans le délai de remise des offres comportent l’ensemble des documents exigés par le dossier de consultation, la candidature et/ou l’offre pourront être prises en compte et analysées. Dans le cas d’envois successifs d’un même document, c’est la dernière version reçue qui sera prise en compte.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l’heure limites qui ont été fixées par l’acheteur public. Les plis reçus hors délais sont irrecevables.

9.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

9.3 Contenu du dossier de consultation

Les documents de la consultation mis à disposition des soumissionnaires sont les suivants :

- Le présent Règlement de consultation (RC), et ses annexes
 - Annexe 1 : Annexe relative à la dématérialisation des procédures
 - Annexe 2 : Cadre de mémoire technique (CMT)
 - Annexe 3 : Détail quantitatif estimatif – DQE RU
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Liste des sites ASP
 - Annexe 2 : Répartition des assistances utilisateurs
 - Annexe 3 : RSE
- L’Acte d’engagement et son annexe financière :
 - Annexe 1 : « Bordereau de prix unitaires_BPU »

9.4 Gestion des questions/réponses en cours de consultation

Les **questions** relatives au dossier de consultation devront être **obligatoirement formulées par écrit via la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr dans le module « questions/réponses », au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres.**

Les **réponses** seront transmises à tous les candidats préalablement identifiés ayant retiré un dossier de consultation **au plus tard 3 jours avant la date de remise des offres, dans le module « questions/réponses » et/ou dans le module « échanges sécurisés » de la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr.** Tous ces candidats en sont informés par un mail de notification les invitant à télécharger les documents.

Les candidats retirant ultérieurement le DCE pourront disposer de l’ensemble des documents (DCE initial et jeux de questions/réponses) en téléchargeant les documents dans le module « **Pièces de marché** » dans la liste des documents disponibles.

NB : Les délais indiqués ci-dessus ne concernent pas les demandes liées à la transmission dématérialisée des offres sur le site www.marches-publics.gouv.fr. A tout moment et jusqu’à la date et heure limites de dépôt des offres, les candidats peuvent interroger le support de la plate-forme pour être accompagnés dans le dépôt et la signature de leur offre.

9.5 Modifications de détails au dossier de consultation

L’acheteur se réserve le droit d’apporter des modifications de détails au dossier de consultation jusqu’à 3 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9.6 Retrait du dossier de consultation (DC)

Il est fait application des articles R 2132-2 à R 2132-6 du code de la commande publique.

L'ASP dispose d'une plate-forme de dématérialisation des marchés publics accessible sur Internet à l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les modalités de retrait sont décrites à l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

9.7 Remise des plis

Dans le cadre de la présente consultation, pour la remise des plis, en application de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, seul le mode de transmission par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr est autorisé conformément aux modalités décrites dans l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

Le pli remis est délivré après la date et l'heure limites indiquées en page de garde sera rejeté.

Article 10. Recevabilité des offres

Les offres :

- arrivées après la date et l'heure limites imparties pour la remise des offres, éventuellement reportées ;
- provenant de groupements d'opérateurs économiques ayant été modifiés dans des conditions contraires à l'article dédié du présent règlement de la consultation ;
- inappropriées, inacceptables ou irrégulières in fine, au sens des dispositions des articles L 2152-2 à L 2152-4 du code de la commande publique ;
- signées, le cas échéant, et paraphées par une personne non habilitée à engager la société ;

seront rejetées et ne seront pas classées.

Article 11. Contenu des plis

11.1 Documents demandés à l'appui des candidatures

A l'appui de leur candidature, et les candidats individuels ou groupés doivent obligatoirement produire les éléments suivants.

| Formulaire / document | Observations | Attendus |
|--|--|---|
| DECLARATION DU CANDIDAT | | |
| DC1 « Lettre de candidature » | <p>Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (art.R2142-4 du code de la commande publique)</p> <p>Un opérateur économique peut recourir aux capacités d'autres opérateurs (art. R2142-3 du code de la commande publique)</p> <p>En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.</p> | <p>A produire</p> <p>Téléchargeable au lien suivant : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</p> |
| DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » | En cas de groupement : Fournir 1 formulaire DC2 pour chaque membre du groupement. | |
| DC4 « déclaration de sous-traitance » | Si une sous-traitance est connue au moment de l'offre, fournir le DC4. | |
| Identification de l'opérateur économique et pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat | Notamment : Numéro unique d'identification délivrée par l'INSEE ou une structure compétente pour les entreprises étrangères, Délégations de signature,... | A produire |
| CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES | | |
| Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années | Fournir des éléments de preuve des formations réalisées dans des établissements publics (intitulés et références) | A produire |
| L'attestation de dépôt du bilan pédagogique et financier (BPF) reçu en 2024 pour l'année de référence 2023 | Seule l'attestation de dépôt est demandée et non le BPF en lui-même | A produire |
| Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les 3 dernières années | Répartition équipe administrative et pédagogique | A produire |
| Les documents attestant de normes ou de certifications (certificats de qualité attestant que l'opérateur économique se conforme à certaines normes d'assurance de qualité) | Certification Qualiopi en cours de validité OBLIGATOIRE | A produire |

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME

Si un opérateur économique participe à titre individuel, mais recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, il doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct pour chaque entité à laquelle il fait appel, à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées et

dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Le DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://espd.eop.bg/espd-web/filter?lang=fr>

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Ces pièces permettent de vérifier la recevabilité des candidatures.

11.2 Eléments exigés au titre de l'offre

A l'appui de leur offre, les candidats doivent produire les éléments suivants :

| Pièce | Attendus | Observation |
|--|--|--|
| Acte d'engagement | A compléter en utilisant <u>impérativement</u> le modèle fourni par l'ASP. | La signature n'est pas obligatoire au stade de la remise de l'offre, celle-ci valant engagement du candidat à signer le marché s'il est attributaire. Toutefois, la signature préalable est conseillée afin de prévenir les risques de retard lors de la notification. ⚠ à ne pas verrouiller le document une fois signé ⚠ la signature électronique doit être qualifiée eIDAS pour être acceptée. |
| Annexe financière à l'acte d'engagement BPU | A compléter en renseignant les prix proposés | Ce document contractualise les prix proposés |
| Annexe 3 au RC DQE | A remplir en reportant les prix proposés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement « BPU » | Ce document est uniquement destiné au jugement du critère prix. |
| Un mémoire technique | Respecter <u>obligatoirement</u> le cadre de mémoire figurant à l'annexe 2 au RC | Permet au candidat de présenter la compréhension des exigences du CCP, en répondant point par point aux critères de jugement des offres |
| Le catalogue tarifé des formations disponibles en lien à la thématique des modules | | Le cas échéant |

Article 12. Agrément des candidatures et examen des offres

Il est fait application des articles R 2144-1 à R 21441-7 de la commande publique pour l'agrément des candidatures et des articles R 2152-1 et R 2152-2 pour l'examen des offres.

Les offres **irrégulières**, **inacceptables** ou **inappropriées**, après mise en œuvre ou non (au choix de l'administration) d'une procédure de régularisation conformément aux dispositions du code de la commande publique, seront éliminées :

- est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;
- est inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- est inappropriée une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Article 13. Jugement des offres

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R2152-6, R2152-7 et R2152-12 du code de la commande publique, en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

- Critère 1 : VALEUR TECHNIQUE (55%)
- Critère 2 : PRIX (40%)
- Critère 3 : RSE (5%)

CRITERE n°1 : VALEUR TECHNIQUE (55 %)

Ce critère se décompose en 3 sous-critères :

Sous-critère 1.1 : Pertinence du contenu et des méthodes pédagogiques (30%)

Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à :

- démontrer sa compréhension de la demande et des problématiques propres à l'ASP, sa connaissance de la relation usager, sa connaissance du public visé par les actions de formation
- décliner un programme de formation détaillé au regard des objectifs fixés et des activités qui s'y rapportent, tout en assurant une continuité pédagogique entre les modules.
- présenter ses méthodes pédagogiques et ses techniques d'animation prévues

Sous-critère 1.2 : Qualification des formateurs (20%)

Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à :

- présenter les formateurs pressentis dédiés à la prestation, le nombre et le profil des formateurs mobilisables sur les thématiques du marché, leurs CV et leurs expériences relatives à la spécificité des formations, leurs zones géographiques d'intervention.

Sous-critère 1.3 : Moyens techniques, logistiques et administratifs mis à disposition pour réaliser les prestations (5%)

Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à :

- apporter une description détaillée des moyens techniques et logistiques dédiés à l'organisation et au suivi des formations présentiels ou distancielles (Connection à distance, support technique, plate-forme éventuelle)
- présenter l'équipe administrative dédiée au process d'inscription et de gestion administrative
- déployer les formations sur l'ensemble des sites.

Barème :

| | <i>Sous critère noté sur 30</i> | <i>Sous critère noté sur 20</i> | <i>Sous critère noté sur 5</i> |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|--|
| Très satisfaisant <i>La proposition présente toutes les garanties concernant le respect des engagements attendus par l'ASP. Elle propose des avantages particuliers et/ou un avantage prépondérant apportant une plus-value. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée.</i> | $22.5 < X \leq 30$ | $15 < X \leq 20$ | $3.75 < X \leq 5.$ |

| | | | |
|---|--------------------|------------------|---------------------|
| Satisfaisant <i>La proposition présente la plupart des garanties concernant le respect des engagements attendus par l'ASP. Elle ne propose pas d'avantage particulier ou prépondérant. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée.</i> | $15 < X \leq 22.5$ | $10 < X \leq 15$ | $2.5 < X \leq 3.75$ |
| Moyennement satisfaisant <i>La proposition ne présente que partiellement le respect des engagements attendus par l'ASP. L'information est présentée de manière claire, mais peu détaillée ou peu précise.</i> | $7.5 < X \leq 15$ | $5 < X \leq 10$ | $1.25 < X \leq 2.5$ |
| Insuffisant <i>L'offre du soumissionnaire traduit un sous-dimensionnement manifeste par rapport aux engagements attendus par l'ASP. L'information fournie est insuffisante, trop lacunaire et/ou sans apporter une réponse claire et suffisamment précise à la demande.</i> | $0 < X \leq 7.5$ | $0 < X \leq 5$ | $0 < X \leq 1.25$ |

Des pas de 0.5 permettront si besoin de hiérarchiser les réponses des candidats

La note du critère NT finale attribuée à chacune des offres sera calculée comme suit :

$$NT = NSC\ 1 + NSC\ 2 + NSC\ 3$$

La note obtenue sera comprise entre 0 et 55.

Le critère 1 entre à hauteur de 55 % dans le jugement final de l'offre.

CRITERE n°2 : PRIX (40 %)

Le critère « prix » sera apprécié sur le montant total TTC du détail quantitatif estimatif (DQE).

La note « NP » attribuée à chacune des offres sera calculée comme suit :

$NP = (\text{Montant maximum total en € TTC le plus bas} / \text{Montant maximum total en € TTC du soumissionnaire}) \times 40$

La note obtenue sera comprise entre 0 et 40.

Ce critère entre à hauteur de 40 % dans le jugement final de l'offre.

Les montants unitaires proposés au DQE seront en adéquation avec les montants unitaires proposés dans les bordereaux des prix unitaires. En cas de discordance, les montants proposés aux bordereaux des prix unitaires primeront sur l'analyse.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans cette simulation seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

CRITERE n°3 : Engagements relatifs à l'impact social et environnemental des prestations (5 %)

La valeur technique de l'offre sera jugée au regard de la complétude, clarté et de la pertinence des informations transmises dans l'annexe dédiée.

La note obtenue sera comprise entre 0 et 5.

Le barème de notation par sous critère est le suivant analysé sur la base de :

| | |
|--|---------------------|
| insuffisant L'offre du candidat traduit un sous-dimensionnement manifeste par rapport au besoin. L'information fournie est insuffisante, trop lacunaire et/ou sans apporter une réponse claire et suffisamment précise à la demande. | $0 < X \leq 1,25$ |
| Moyennement satisfaisant L'offre du candidat couvre partiellement le besoin. L'information est présentée de manière claire, mais peu détaillée ou peu précise. Les engagements sont généralistes et difficilement vérifiables et quantifiables. | $1,25 < X \leq 2,5$ |
| Satisfaisant L'offre du candidat couvre le besoin. Elle présente toutes les garanties concernant le respect des engagements indiqués. Elle ne propose pas d'avantage particulier ou prépondérant. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée. Des engagements adaptés aux prestations objet du marché sont présents et quantifiés. | $2,5 < X \leq 3,75$ |
| Très satisfaisant Très bonne réponse et complète, Elle présente toutes les garanties concernant le respect des engagements indiqués. Elle propose des avantages particuliers ou un avantage prépondérant apportant une plus-value. L'information est présentée de manière claire, précise et détaillée. Les engagements sont quantifiables, complets et vérifiables. | $3,75 < X \leq 5$ |

Des pas de 0.25 permettront si besoin de hiérarchiser les réponses des soumissionnaires.

Ce critère entre à hauteur de 5% dans le jugement final de l'offre.

NOTE FINALE

La note finale sera calculée comme suit : **NF = NCT+NP+Nrse**

La note obtenue sera comprise entre 0 et 100.

Article 14. Négociation

Des négociations pourront avoir lieu avec les candidats notamment par échange de courriels ou de courriers via la plate-forme de dématérialisation de l'ASP ou d'entretiens dans les locaux de l'ASP ou de visio-conférences.

L'acheteur se réserve néanmoins la faculté d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation en application de l'article R 2123-5 du code de la commande publique.

L'ASP engagera des négociations avec les 3 candidats classés en tête avant négociation dans le respect d'un principe de stricte égalité, sans remettre en cause de manière substantielle les conditions initiales de la mise en concurrence. La négociation pourra porter sur l'ensemble de l'offre des candidats, sur les prix et les modalités techniques de l'offre. Pendant la phase de négociation, l'ASP s'engage à respecter la confidentialité des offres des candidats.

Les négociations se dérouleront par écrit (échanges entre les candidats et l'ASP par courriels) ou, pourront donner lieu à une ou plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier sur site

ou par visio-conférences ; ces rencontres faisant l'objet d'un relevé écrit des conclusions, garantissant la traçabilité des échanges intervenus.

A l'issue des négociations, il sera procédé à une nouvelle analyse des offres, sur la base des critères énoncés ci-dessus.

Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre de base devra être transmise au pouvoir adjudicateur, soit par courriel, soit via la plate-forme de dématérialisation de l'ASP et ce dans le délai fixé par l'écrit invitant le candidat à améliorer son offre. Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement.

Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer le pouvoir adjudicateur.

A l'achèvement de la négociation, l'ensemble des offres modifiées ou non, sera présenté au pouvoir adjudicateur et fera l'objet d'un classement final. Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire du marché.

Article 15. Attribution du marché/des marchés

La note finale de chacun des soumissionnaires sera déterminée par l'addition des notes pondérées de chaque critère.

Les offres feront l'objet d'un classement en fonction de la note finale obtenue par chaque candidat au regard des critères d'attribution mentionnés ci-dessus.

Le candidat retenu sera celui qui sera placé en tête du classement. En cas d'égalité de notes, l'offre comportant la meilleure note au critère prix sera retenue.

Le marché sera attribué au candidat retenu **sous réserve de la vérification des renseignements mentionnés dans les articles R 2143-11 et R 2143-12** du code de la commande publique. Dans le cas contraire, il sera fait application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique.

L'attributaire du marché devra fournir l'acte d'engagement complété et signé (électroniquement s'il dispose d'un certificat électronique conforme aux modalités indiquées en annexe au présent règlement de la consultation ou manuscritement, sauf s'il l'a fait à la remise de son offre ou au cours des négociations si elles ont eu lieu.

Article 16. Clauses complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être demandés auprès d'appui-mp@asp-public.fr